



# OBJECTIF AFRIQUE



## LETTRÉ D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 227 – 12 JUILLET 2022



**ZOOM SUR ...** Rapport sur les investissements dans le monde : la forte croissance des flux d'IDE vers l'Afrique subsaharienne en 2021



### LES TITRES A LA UNE

Les exportations de pétrole du Nigeria augmentent de près de 200% en valeur au premier semestre 2022

La valeur des transactions en Monnaie Mobile au Nigeria (MoMo) a augmenté de 3 500% entre 2019 et 2022

Le Tchad déclare l'état d'urgence alimentaire

Une nouvelle taxe commune au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est a été votée



### TABLE DES MATIÈRES

Zoom sur...	2
Conjoncture	2
Environnement des affaires	6
Projets et financements	7
Secteurs d'activités	7
Energies et matières premières	10
Industrie	12
Transport et infrastructures	12
Agriculture et agroalimentaire	14
Services	15
Agenda	16
Contacts	17

### LE CHIFFRE A RETENIR

**1 milliard**

C'est le nombre d'habitants supplémentaire que comptera l'Afrique d'ici 2050. Alors que la population mondiale passera de 8 à 9,7 milliards d'habitants d'ici 2050, plus de la moitié de cette croissance démographique sera concentrée en Afrique.

Source : ONU

## Zoom sur...

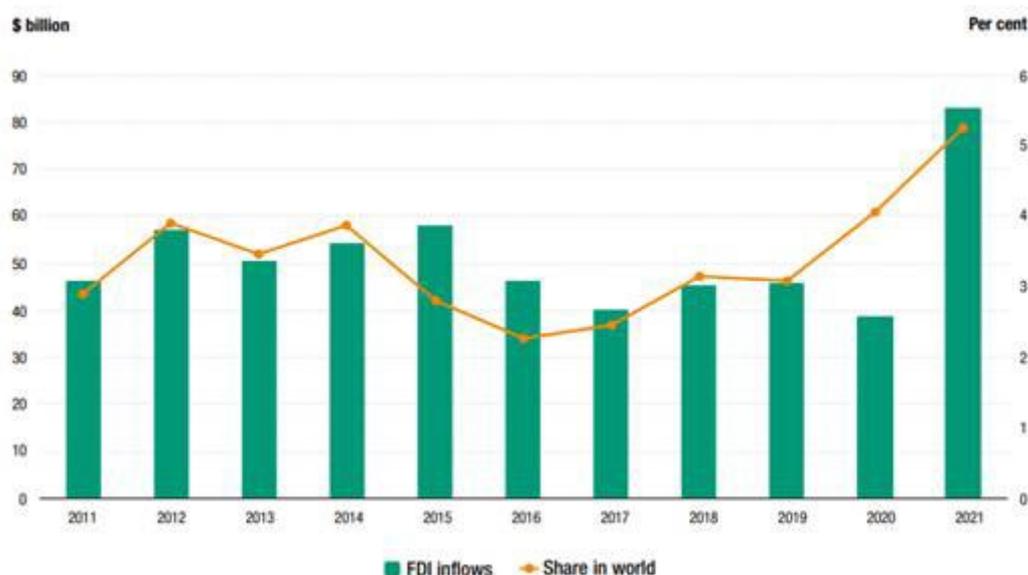
### Rapport sur les investissements dans le monde : la forte croissance des flux d'IDE vers l'Afrique subsaharienne en 2021

Selon la dernière édition du [rapport sur les investissements dans le monde](#), publié chaque année par la CNUCED, les flux d'Investissements Directs à l'Étranger (IDE) vers l'Afrique ont atteint en 2021 le niveau record de 83 Mds USD, contre 39 Mds USD en 2020 et 47 Mds USD en 2019. En dépit de cette forte hausse, les flux d'IDE vers le continent africain représentent seulement 5,2 % des flux d'IDE dans le monde, part en croissance par rapport à 2020 (4,1%). Cette accroissement des flux d'IDE vers l'Afrique (+113% entre 2020 et 2021), et en particulier vers l'Afrique subsaharienne (+153 %), a donc été bien supérieure à la reprise des flux à l'échelle mondiale (+64% entre 2020 et 2021). Toutefois, ce regain est largement dû à une opération financière en Afrique du Sud (échange d'actions entre Naspers et Prosus).

L'Afrique australe est la région la plus attractive avec 42 Mds USD de flux entrants en 2021, soit une progression de 24% par rapport à 2020. Outre l'Afrique du Sud, le Mozambique affiche une très forte croissance de flux entrants en 2021 (+ 68% à 5,1 Mds USD). Les flux vers l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est ont été particulièrement dynamiques en 2021, affichant une croissance de 48 % (à 14 Mds USD) et de 35 % (à 8,2 Mds USD). En Afrique de l'ouest, cette dynamique est tirée par le Nigéria, qui a attiré deux fois plus de flux en 2021 (4,8 Mds USD), notamment dans le secteur pétrolier, le Ghana (+39 % à 2,6 Mds USD) et le Sénégal (+21% à 2,2 Mds USD). En Afrique de l'Est, la recrudescence des investissements étrangers s'explique notamment par l'augmentation des flux d'investissement chinois vers l'Éthiopie, qui ont triplé en 2021 par rapport à 2020. L'Ouganda (+31% à 1,1 Md USD) et la Tanzanie (+35% à 922 M USD) affichent aussi des dynamiques positives. Les flux vers l'Afrique centrale se caractérisent en revanche par une stagnation, la croissance des flux vers certains pays comme la République démocratique du Congo (+14%) étant compensée par la baisse des investissements dans d'autres pays de la zone, dont le Congo (-8%).

Les pays européens demeurent les principaux détenteurs de stock d'IDE en Afrique d'après la CNUCED. La France est le deuxième investisseur en Afrique en termes de stock en 2020, ce qui traduit une progression par rapport à 2019 où la France arrivait en troisième position. Le stock d'IDE français s'élevait à 60 Mds\$ en 2020, derrière le Royaume-Uni (65 Mds\$) mais devant les Pays-Bas, les Etats-Unis et la Chine.

Du point de vue sectoriel, les flux d'IDE vers l'Afrique se dirigent de plus en plus vers des projets d'énergie renouvelable, reflétant la tendance à l'échelle mondiale. Le nombre de projets internationaux dans ce secteur en Afrique a doublé entre 2011 et 2021.



# Conjoncture

## Afrique de l'Ouest - La BCEAO relève ses taux directeurs de 25 points de base

Le 29 avril 2022, le Ministère de l'Economie et des Finances a publié un rapport (provisoire) sur l'exécution du budget de l'Etat au 1er trimestre 2022. Ainsi, au 31 mars 2022, les recettes et dons ont atteint 323,4 Mds FCFA (493,1 M EUR), soit une diminution de 14,4% par rapport à mars 2021 et un taux de réalisation de 15,5% par rapport à la prévision annuelle. Ils ont été principalement portés par les recettes fiscales qui se situent à 315,9 Mds FCFA (481,6 M EUR) à fin mars 2021, soit 97,7% des recettes totales et dons. Le total général des dépenses s'élève à 396,5 Mds FCFA (604,5 M EUR) à fin mars 2022, en diminution de 8% par rapport à mars 2021 pour un taux de réalisation de 15,2% par rapport à la prévision annuelle. Les dépenses de personnel ont été liquidées à hauteur de 206,9 Mds FCFA (315,4 M EUR), soit 52,2% des dépenses totales et en augmentation de 15% en g.a. A noter que les dépenses en capital affichent un assez faible taux d'exécution, soit 9,3% par rapport aux prévisions budgétaires, et s'établissent à 69,2 Mds FCFA (105,5 M EUR) à fin mars 2022.

## Kenya - Hausse du taux directeur de la CBK de 0,5 point dans le contexte inflationniste

Alors qu'elle était de 5,6 % en mars 2022 et de 6,5 % en avril, l'inflation a continué d'augmenter en mai pour atteindre 7,1 % en glissement annuel, soit son plus haut niveau depuis février 2020 (7,2 %). Cette hausse est portée par l'inflation des produits alimentaires (+ 12,4 % en mai en g.a et + 1,3 % en glissement mensuel), principalement en raison de facteurs saisonniers mais surtout de l'impact des perturbations des chaînes d'approvisionnement et des prix mondiaux liées à la guerre en Ukraine. Les prix de l'essence, du diesel et du kérosène ont quant à eux augmenté de 3,8 %, 4,4 % et 4,8 % entre avril et mai.

Dans ce contexte inflationniste mondial, le Monetary Policy Committee (MPC) de la Central Bank of Kenya (CBK), dont l'objectif d'inflation est de 5 % avec une marge de +/- 2,5 %, a décidé de se réunir le 30 mai, un mois plus tôt qu'initialement prévu, et de relever le taux directeur de la CBK de 0,5 point de pourcentage, à 7,5 %. Selon le gouverneur de la CBK, Patrick Njoroge, l'objectif de ce resserrement de la politique monétaire est de restreindre l'abondance de liquidité dans l'économie et d'ancrer les anticipations

## Guinée - Fin de mission de consultation du FMI

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) s'est rendue début juin à Conakry afin de discuter des récents développements économiques et des perspectives en Guinée. Elle a noté entre autres la résilience de l'économie guinéenne dans le contexte d'un environnement difficile. Le secteur minier en particulier maintient sa dynamique, avec une production d'or et de bauxite en plein essor. Dans son rapport Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne d'avril 2022, le FMI anticipait une croissance de 4,8% en 2022 en Guinée (4,2% en 2021), un taux d'inflation en moyenne annuelle de 12,7% et un niveau de réserves de change qui ne représenterait qu'environ deux mois d'importations de biens et services.

## Guinée - La dette publique en hausse de 10% en g.a au 1<sup>er</sup> trimestre 2022

Selon le bulletin statistique de la dette publique du 1<sup>er</sup> trimestre 2022, le stock de la dette publique se chiffre à 7,2 Mds USD, soit une progression de 10% en glissement annuel (g.a.). Il est constitué à 54,7% par la dette extérieure et à 45,3% de dette domestique. Relativement à la dette extérieure, elle est principalement détenue par les créanciers multilatéraux (46,8%), suivis des bilatéraux (45,3%) et des commerciaux (7,9%) tandis que la dette domestique est essentiellement composée de titres publics (47,5%) et de la dette envers la Banque centrale

(35,1%). En outre, la dette publique rapportée au PIB est estimée à 42,4% au 1<sup>er</sup> trimestre 2022. d'inflation.

### Tanzanie - Budget 2022/2023 : un budget de relance, en expansion de 13 %

Le 14 juin, le ministre des Finances et de la Planification, Mwigulu Nchemba a présenté au Parlement la version finale du budget national annonçant un budget de 17,8 Mds USD (22 % du PIB) pour l'exercice 2022/2023, soit une augmentation de 13 % par rapport au pour l'année fiscale en cours. Les dépenses courantes des ministères restent le premier poste de dépenses (64 % du budget) et sont en augmentation de 15% (la présidente avait annoncé en mai 2022 une hausse des salaires des fonctionnaires, une première depuis 2016). Les dépenses d'investissement augmentent également, passant de 5,6 Mds USD à 6,4 Mds USD, avec une part importante allouée au financement des grands projets d'infrastructures prioritaires, dont le barrage hydraulique Julius Nyerere (615 MUSD), le système ferroviaire *Standard Gauge Railway* (477 MUSD), le soutien à *Tanzania Airlines* (200 MUSD), le projet d'usine de liquéfaction de gaz naturel à Lindi (2,1 MUSD) et le projet d'aéroport international à Dodoma (88 MUSD).

Plus globalement, les secteurs permettant de sécuriser les approvisionnements du pays et d'appuyer ses exportations sont priorisés dans un contexte de reprise menacé par la crise ukrainienne. Ainsi, les budgets consacrés à l'énergie, la pêche et l'élevage puis l'agriculture sont en expansion de respectivement 14 %, 60 % et 224 %.

Les partenaires au développement devraient contribuer au budget à hauteur de 2 Mds USD (11 % du budget total). Le ministère des Finances et de la Planification envisage également l'émission d'*Eurobonds*. Le ministre a annoncé progresser en vue d'une notation du pays, à l'horizon de la fin de cette année fiscale 2022/2023, pour laquelle deux agences auraient déjà été sélectionnées.

### Cameroun - Collectif budgétaire : le budget en augmentation de 5,7 % par rapport à la LFI

Le Président de la République a signé le 2 juin une ordonnance modifiant la loi de finances initiale (LFI) 2022. Cette ordonnance permet notamment de prendre en compte les répercussions de la guerre en Ukraine sur l'exercice budgétaire en cours. Le budget révisé est présenté à 6 080 Mds FCFA, enregistrant ainsi une hausse de 5,7 % par rapport aux prévisions initiales. L'accroissement des recettes tient principalement de la hausse des revenus pétroliers (+244 à 806 Mds) en lien avec la montée des cours du pétrole (plus de 100\$ le baril désormais contre 65 \$ prévus par la LFI). Par ailleurs, alors que les aides budgétaires sont prévues en baisse de 50 Mds à 313 Mds, les emprunts intérieurs enregistreraient une hausse anticipée de +170 à 340 Mds (hors émissions de titres publics stables à 350 Mds).

L'évolution des charges budgétaires à la hausse, quant à elle, s'explique par la forte augmentation des subventions et transferts (+343 à 1 074 Mds) en lien avec le surcoût engendré par la politique de maintien des prix à la pompe. La masse salariale de l'Etat progresse également (+49 à 1 188 Mds) en raison de la régularisation de la dette salariale de l'Etat envers le personnel enseignant. Le déficit budgétaire devrait toutefois être contenu à -2% du PIB (comme dans la LFI), permis par des ajustements à la baisse des dépenses du Fonds spécial Covid (-50 Mds), des dépenses de biens et services (-40 Mds), et les dépenses en capital (-60 Mds).

### Gabon - Hausse du budget de l'Etat dans la loi de finances rectificative pour 2022

Le conseil des ministres a adopté le 7 juin dernier un projet de Loi de Finances Rectificative pour l'année 2022, marqué par une hausse du budget de l'Etat de 359 Mds FCFA, celui-ci passant de 2 936 à 3 295 Mds FCFA. Cet abondement résulte d'une augmentation du cours des matières premières, pétrole et manganèse en particulier, avec une prévision de recettes budgétaires passant de 1 924 Mds FCFA dans la loi initiale de

2022 à 2 239 Mds FCFA dans la LFR. Le budget reste néanmoins exposé à l'alourdissement constant de la charge financière de la dette, la part des intérêts dans les dépenses courantes de l'Etat ayant atteint un record de 21,4 % en 2021. Le projet de LFR prévoit d'utiliser cette manne pour la prise en charge de l'assurance maladie pour les Gabonais Economiquement Faibles (GEF), subventionner les prix des carburants et de la farine, poursuivre les travaux d'infrastructures prévus par le PAT et prendre en charge des coûts de restructuration d'entreprises et d'établissement publics, sans plus de précisions à ce stade.

### Ghana - L'inflation atteint un nouveau pic à 27,6% en mai 2022 et la Banque centrale porté à 19% son taux directeur

L'inflation a de nouveau accéléré au Ghana, pour atteindre 27,6% en glissement annuel en mai, contre 23,6% en avril 2022. La Banque centrale avait relevé son taux directeur de 14,5% à 17% en mars 2022, puis à 19% en mai 2022 pour tenter d'endiguer l'accélération de l'inflation. Néanmoins, le resserrement de la politique mettra du temps à se répercuter sur l'économie et l'inflation dépasse la fourchette cible de la Banque du Ghana – 8±2 pour cent – depuis septembre 2021 et ne cesse de s'accélérer depuis.

Les prix ayant enregistré la plus forte hausse sont ceux des denrées alimentaires (augmentation de 30,1%), du logement – incluant eau, électricité et gaz – avec une augmentation de 32,3% et du transport (hausse de 39,0%). Le cedi est à nouveau sous pression et a perdu 5% par rapport au dollar depuis début mai et 20,5% depuis le début de l'année 2022.

### Ouganda - Face à une inflation annuelle qui atteint 6,3 % en mai, la Banque centrale ougandaise a décidé de resserrer sa politique monétaire

Dans sa publication mensuelle sur l'évolution de l'Indice de Prix à la Consommation (IPC), le Bureau des statistiques d'Ouganda (UBOS) a annoncé que l'inflation, en glissement annuel, était passée de 4,9 % en avril à 6,3 % en mai. Selon l'UBOS, cette hausse est le résultat d'une augmentation des prix de plusieurs produits : diesel (+ 54 %), alimentaires (+ 11 %), transports (+ 4,4 %) et soins personnels (+ 3,9 %). Face à cette situation, qu'il explique par des facteurs exogènes (perturbations des chaînes d'approvisionnements dues à la COVID-19 ; guerre en Ukraine), le gouvernement avait annoncé qu'il n'interviendrait pas avec des mesures de soutien budgétaires. De son côté, la Banque centrale ougandaise (BoU) a décidé de resserrer sa politique monétaire en augmentant de 1 point de pourcentage le taux directeur - pour qu'il atteigne 7,5 %.

Outre l'incertitude et le risque d'aggravation de la situation économique, cette décision s'explique également par une prévision de la BoU d'une hausse continue de l'inflation annuelle jusqu'en 2023 (au-delà des 7,0 % attendus en 2022), avant de redescendre graduellement pour se rapprocher de l'objectif à moyen terme de 5,0 % en 2024. La BoU s'est d'ailleurs engagée à maintenir sa politique monétaire restrictive « jusqu'à ce que l'inflation soit fermement contenue autour de l'objectif de moyen-terme ».

# Environnement des affaires

## Nigéria - Au début 2022, la valeur des transactions MoMo a augmenté de 3500% par rapport à 2019

Le *mobile money* qui consiste en des transactions monétaires via un téléphone portable est l'un des moyens de paiement les plus utilisés au Nigéria. Lors des quatre premiers mois de l'année 2022, ce sont ainsi plus de 4 860 Md NGN (soit 11,7 Md USD) qui ont été échangés par ce canal. Selon les données de la *Nigeria Interbank Settlement System*, ce montant est en hausse de 3454% par rapport à la même période en 2019. Au-delà d'une augmentation des montants, c'est également une hausse de l'utilisation que montre cette étude : le nombre de transactions a été multiplié par 35 en quatre ans.

Cette progression impressionnante trouve son explication dans la hausse du nombre de personnes disposant d'un téléphone portable et d'un accès internet. En effet, le Nigéria compte désormais 201 millions d'abonnés à la téléphonie mobile, contre 177 millions en 2019, soit une hausse de 14%. Par ailleurs, la pandémie a profondément modifié les habitudes de paiement des Nigériens, qui privilégient désormais le sans-contact.

## Afrique de l'Est - La nouvelle taxe commune de la Communauté d'Afrique de l'Est votée début mai

Pour protéger les produits locaux et stimuler la croissance industrielle, la CAE a adopté un nouveau taux maximum de droit d'importation de la quatrième tranche du tarif extérieur commun (TEC) à 35 % et qui prendra effet le 1<sup>er</sup> juillet 2022. Les marchandises couvertes par ce taux comprennent les textiles, le fer, l'acier, la viande, les produits laitiers ou encore les céréales, les huiles comestibles, les boissons et les spiritueux. Le TEC est actuellement structuré

en trois tranches, une de 25 % pour les produits finis, de 10 % pour les produits intermédiaires et de 0 % pour les matières premières et les biens d'équipement, tandis que certains produits considérés comme ayant une importance économique pour les États partenaires comme le sucre, le blé ou les cigarettes sont soumis à des taux de droits supérieurs à 25 %

Selon le cabinet *Deloitte*, si cette mesure devrait favoriser l'industrialisation de la région, elle pourrait en revanche réduire le pouvoir d'achat des citoyens puisque la hausse de la taxe se répercutera *in fine* sur le prix du produit final. La perte de pouvoir d'achat pourrait cependant être compensée par l'augmentation des revenus inhérents aux opportunités d'emplois supplémentaires créées par la croissance attendue des industries locales.

## Ghana - Les irrégularités dans la collecte de l'impôt au Ghana ont entraîné une perte directe de 9,1 milliards de cedis ghanéens entre 2015 et 2020

Un nouveau rapport du think tank IMANI Centre pour la politique et l'éducation, avec le soutien d'OXFAM Ghana, a développé un indice d'imprudence fiscale qui utilise le rapport de l'Auditeur général du Ghana pour évaluer les irrégularités financières des ministères, départements et agences (MDA) ghanéennes. L'Auditeur général estime que les irrégularités financières des MDA ont coûté au pays 13,9 milliards de GHC (1,66 Md EUR au taux actuel) entre 2015 et 2020, soit plus de 13 fois ce qu'elles ont coûté entre 2010 et 2014 (1,4 milliards de GHC d'irrégularités).

## Kenya - S'il est élu, William Ruto déclare qu'il expulserait les ressortissants chinois occupant des emplois pouvant être occupés par des Kényans

Le vice-président et candidat à la présidence du Kenya William Ruto a déclaré mardi lors du forum économique de la *Kenya Kwanza Alliance*,

une alliance de partis politiques, qu'il expulserait les ressortissants chinois exerçant des activités pouvant être occupées par des Kényans s'il est élu le 9 août prochain. Les réactions sont mitigées suite à cette annonce, en raison de la place que représente la Chine dans l'économie du pays. Le pays est en effet le deuxième créancier du Kenya après la Banque mondiale, et a financé plusieurs projets d'infrastructures majeurs dans le pays comme celui de l'*Expressway*, une autoroute de 27 km située dans la capitale, sur la base d'un partenariat public-privé (PPP) conclut entre la *Kenya National Highways Authority* (KENHA) et l'entreprise chinoise *China Roads and Bridge Corporation* (CRBC) pour un coût total estimé à 600 MEUR. Par ailleurs, alors que la dette publique a atteint 8 206,7 Mds KES (72,6 Mds USD) en décembre 2021, en hausse de 14,7 % par rapport à l'année précédente, la Chine reste le principal créancier bilatéral du Kenya.

## Projets et financements

### Afrique australe et Afrique de l'Est - Proparco, à travers l'initiative FISEA+ du groupe AFD, vient de clôturer un tour de table de 12 MUSD avec Maris Limited Power

Cet investissement, contribuant à la lutte contre le changement climatique, financera des start-ups et des PME dans les énergies renouvelables, l'agriculture et les services aux entreprises, avec des émissions nettes de gaz à effet de serre (GES) négatives pour les activités concernées. Depuis 2009, Maris qui est un investisseur à impact expert des marchés frontières d'Afrique orientale et australe, a construit un portefeuille de 20 PME dans 11 pays d'Afrique orientale et australe (notamment Kenya, Somalie, Ouganda, Rwanda, Burundi, Tanzanie, Soudan du Sud), en particulier dans des pays fragiles tels que le Zimbabwe, le Soudan du Sud et le Mozambique. En collaboration avec des partenaires commerciaux locaux, Maris poursuit une stratégie d'investissement majoritaire et, à ce jour, a soit créé, soit redressé toutes les sociétés investies. Ce faisant, Maris a créé plus de 2 500 nouveaux emplois directs et maintenu plus de 500 emplois existants. Les femmes représentent 40 % de l'emploi total, ce qui qualifie Maris pour le 2X Challenge, une initiative mondiale dédiée au financement de projets contribuant à l'égalité femmes-hommes.

### l'Ouest - ITFC accorde plus de 400 M EUR à trois pays d'Afrique de l'Ouest

En marge des Assemblées annuelles du groupe de la Banque islamique de développement (IsDB), la Société islamique internationale de financement du commerce (ITFC) a procédé à la signature d'accords de financement d'un montant total de 400,3 M EUR avec le Burkina Faso, la Mauritanie et le Sénégal. L'accord avec le Burkina Faso porte sur un plan de financement annuel de 238 M EUR pour 2022, en faveur du commerce extérieur,

principalement l'exportation du coton et l'approvisionnement énergétique du pays.

L'accord avec la Mauritanie, d'un montant de 50 M USD (47,3 M EUR), est destiné au financement des besoins de la Société Mauritanienne d'Electricité. Enfin, l'accord avec le Sénégal porte sur un financement de 115 M EUR pour soutenir l'achat de produits pétroliers raffinés afin de renforcer le secteur énergétique au Sénégal.

### Burkina Faso - Reprise des opérations de la Banque mondiale

Après avoir suspendu ses engagements suite au coup d'Etat du 24 janvier 2022, la Banque mondiale a annoncé le 27 mai 2022, par la voix de son vice-président pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale, la reprise de ses opérations. En outre, la BM a annoncé vouloir une redéfinition rapide du nouveau cadre de coopération et une accélération de la mise en œuvre des différents projets.

### Maurice - La France demeure le premier investisseur à Maurice en 2021, hors *Global Business Companies*

Selon le rapport de la Banque de Maurice publié le 30 mai, le flux d'investissements directs étrangers (IDE, hors *Global Business Companies*) entrant à Maurice atteint 310 MEUR en 2021, contre 370 MEUR l'année précédente. 55 % de ceux-ci sont dirigés vers des projets immobiliers dont la plupart s'inscrivent dans les différents schémas gouvernementaux visant à attirer des investisseurs étrangers (notamment dans l'hôtellerie ou le développement des *Smart Cities*). Les activités financières et d'assurance attirent quant à elles 12 % de ces IDE. La France demeure le premier investisseur sur le territoire en 2021, concentrant un cinquième des flux entrants (21 %) bien qu'en baisse de 40 % (68 MEUR), tandis que les flux en provenance d'Afrique du Sud (15 % des flux totaux) et des Emirats arabes unis (13 %) ont progressé.

### Centrafrique - Plus de 200 M USD pour l'accès à l'électricité et le système de santé

La Banque mondiale a approuvé le 3 juin 2022 deux financements d'un montant total de 208 M USD en faveur de la République centrafricaine. Le premier est un don de 138 M USD pour le Projet d'Accès et de Renforcement du Secteur de l'Electricité (PARSE). Ce projet vise à augmenter l'offre et l'accès à l'électricité grâce à la mise en place de systèmes solaires. La seconde enveloppe de 70 M USD est destinée au projet de renforcement du système de santé (SENI PLUS) qui devrait permettre d'accroître l'utilisation des services de santé essentiels pour plus de 2 millions de Centrafricains.

### Niger - Un nouveau programme d'appui budgétaire de l'UE pour 195 M EUR

Le 31 mai 2022, le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération et l'Ambassadrice de l'Union européenne (UE) au Niger ont signé un nouveau programme d'appui budgétaire d'un montant de 195 M EUR. Ce programme, qui se présente sous la forme d'un contrat pour la Résilience et la Construction de l'Appareil de l'Etat (SRBC4), comprend notamment un (i) appui budgétaire de 159 M EUR visant à renforcer la stabilité macroéconomique et (ii) un appui institutionnel de 36 M EUR au profit des institutions de promotion de la bonne gouvernance et les ministères sectoriels porteurs des réformes retenues dans le programme.

### RDC - Signature de deux accords de financement pour un montant total de 900 M USD avec la Banque Mondiale

Le gouvernement congolais et la Banque Mondiale ont procédé le 1<sup>er</sup> juin 2022 à la signature de deux accords de financement. Le premier, d'un montant de 300 M USD, vise à soutenir l'entrepreneuriat féminin dans les régions du Kasai. Le second porte sur une enveloppe de

600 M USD affectée aux projets d'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'électricité. Pour ces projets, la Banque prévoit de travailler en partenariat avec les entreprises publiques REGIDESO (Régie de distribution d'eau) et SNEL (Société Nationale d'Electricité) et des entreprises privées.

### **Sénégal** - Le FMI approuve un décaissement de 215,8 M USD

Dans un communiqué publié le 22 juin 2022, le Conseil d'administration du FMI a approuvé la 5ème revue de l'Instrument de coordination des politiques économiques (ICPE) ainsi que les 2ndes revues au titre de l'accord de confirmation (AC) et de l'accord au titre de la facilité de crédit de confirmation (FCC). Cela permet au Sénégal l'obtention d'une enveloppe estimée à 215,8 M USD. En termes de perspectives, en raison de la flambée des prix mondiaux consécutive à la guerre en Ukraine et du gel des échanges avec le Mali, le taux de croissance pour 2022 a été révisé à 5%, contre une prévision initiale de 5,5%. De même, le déficit budgétaire devrait se creuser pour atteindre 6,2% du PIB (contre une prévision initiale de 4,8%) en raison des mesures de soutien face à l'impact de la guerre en Ukraine. Le taux d'inflation devrait en moyenne s'établir à 5,5% en 2022 tandis que la dette publique atteindrait 75% du PIB.

### **Sénégal** - Appui budgétaire record de 300 M USD de la Banque mondiale

Le 3 juin 2022, la Banque mondiale et le Sénégal ont signé un accord de financement portant sur un appui budgétaire record de 300 M USD (187 Mds FCFA), décaissable en une seule fois. Ce nouveau financement permettra (i) de soutenir les politiques et réformes institutionnelles visant à stimuler la résilience et la productivité du capital humain et (ii) d'appuyer les réformes visant à renforcer les fondements d'une relance tirée par le secteur privé, créatrice d'emplois, afin de placer le pays sur une trajectoire de croissance plus durable et équitable. Cet accord vise notamment entre autres à favoriser l'amélioration des procédures de traitement de la TVA, la suppression des exemptions

inefficaces, le renforcement du cadre réglementaire et institutionnel pour l'accès aux financements des MPME et l'extension de l'utilisation du Registre national Unique pour le ciblage.

### **Mozambique** - La SFI soutien un projet hydroélectrique de 1 500 MW

La Société financière internationale (SFI), filiale du groupe de la Banque mondiale, a signé un accord avec le gouvernement du Mozambique pour le développement du méga projet hydroélectrique de Mphanda Nkuwa. Le projet, qui nécessitera un investissement de 4,5 Mds USD, porte sur la construction d'un barrage sur le fleuve Zambèze d'une capacité de 1500 MW, dont une partie de la production serait dédiée à l'export vers l'Afrique du Sud. Le projet comprend également la construction d'une ligne de haute tension de 1 300 km entre le site du projet, dans la province de Tete et Maputo.

## Secteurs d'activités

### Energies et matières premières

#### Afrique du Sud - Les productions minière et manufacturière en très net recul au mois d'avril (*StatsSA*)

Selon *StatsSA*, la production minière a chuté de près de 15% au mois d'avril, comparativement à la même période l'an passé, soit le troisième mois consécutif de contraction de l'indicateur. L'importance de la baisse, la plus marquée depuis le choc initial de la pandémie de Covid-19 (mars 2020), a surpris les analystes, qui tablaient sur un recul bien plus mesuré (aux alentours des -5%). Cette mauvaise performance s'explique notamment par la recrudescence des délestages électriques sur la période et par l'important mouvement social qui touche, depuis début mars, l'un des principaux producteurs d'or et de platine du pays. A noter également l'impact des inondations dans la région du Kwazulu natal qui ont fortement endommagé les infrastructures portuaires de Durban par lesquelles transitent la majorité des exportations du pays, aggravant ainsi les difficultés logistiques du secteur. La production a ainsi diminué pour la quasi-totalité des postes, notamment les métaux du groupe platine (-22,6% soit une contribution négative de 5,8 points), l'or (-28% soit -3,6 points) et le charbon (-14,7% soit -3,8 points). La production manufacturière a aussi enregistré une baisse record sur la période (-7,8%), la plus importante depuis octobre 2021. L'évolution s'explique notamment par la contraction de l'activité des industries automobile (-28,6% soit -3,3 points – en lien avec la mise à l'arrêt pendant plusieurs semaines de nombreuses usines du secteur, endommagées par la catastrophe naturelle dans la région de Durban), agroalimentaires (-3,7% soit -0,9 points) et sidérurgiques (-4,4% soit -0,9 point).

#### Afrique du Sud - Sibanye-Still Water investit 26,4M EUR dans une gigafactory en France

Le groupe minier sud-africain Sibanye-Stillwater investit 26,4 M EUR dans la société industrielle française Verkor, à l'occasion de la création d'un nouveau fonds dédié à la R&D appelé BioniCCubE par la société minière. Verkor a pour objectif d'accélérer la mise en place d'installations de fabrication de batteries à faible teneur en carbone en France et dans le sud de l'Europe, afin de répondre à la demande croissante de mobilité électrique et de stockage stationnaire par batteries sur le vieux continent. La *gigafactory* sera ainsi construite par Verkor dans la ville portuaire de Dunkerque et la première livraison de batteries à faible teneur en carbone et à haute performance pour les véhicules électriques est prévue pour juillet 2025. La capacité de production initiale devrait être portée à 50 GWh d'ici à 2030.

En parallèle, Sibanye a récemment racheté l'usine de nickel d'Eramet France, à Sandouville en Normandie. Le prix net de l'opération qui vient d'être finalisée est de 1,1 Md ZAR (65 M EUR). L'accord permet ainsi le maintien des 190 salariés de l'usine Eramet. A terme, le géant minier compte investir des capitaux complémentaires sur le site de Sandouville, afin de développer des synergies avec la *gigafactory* de Verkor, notamment par la production de métaux spécifiques aux batteries électriques, ce qui permettrait ainsi d'exploiter pleinement le potentiel du site.

#### Namibie - Le secteur minier se reprend fortement au mois de mars (*NamStats*)

Selon l'organisme national de statistiques, la production minière a enregistré une croissance de 60,4% au mois de mars comparativement à la même période l'année précédente, après 15% en février. Il s'agit ainsi du neuvième mois consécutif de progression de l'indicateur et de la hausse la plus marquée depuis six mois. Cette évolution s'explique notamment par la progression spectaculaire des diamants (+82%) - en lien avec la hausse des cours et d'un report de la demande

auparavant servie par la Russie - premier producteur mondial. Dans une moindre mesure, on a aussi observé une augmentation des productions d'or (+47,5%), d'uranium (+26,9%) et de zinc (+19,3%).

### Gambie - Extension du délai de soumission des offres pour l'exploration du bloc pétrolier A1

Le gouvernement gambien a étendu la période de soumission des offres pour l'exploration du bloc pétrolier offshore A1, précédemment opéré par BP. Le bloc A1 est situé au sud du bloc de Sangomar (Sénégal), qui a fait l'objet de découvertes pétrolières et dont la production devrait commencer en 2023. L'appel d'offres avait été lancé en février 2022 et devait prendre fin le 6 juin. Sur demande des entreprises, il a donc été prolongé de 3 mois, jusqu'au 6 septembre 2022.

### Nigéria - Les exportations de pétrole augmentent de 194% en valeur au premier trimestre

Au premier trimestre 2022, les exportations de pétrole brut ont atteint 5 621 Md NGN, soit environ 13,5 Md USD. Ce montant représente une hausse de 194% par rapport à la même période en 2021. Cela représente une augmentation de 32% par rapport au dernier trimestre de 2021. La part des exportations pétrolières atteint désormais 79% du total.

Cette hausse résulte cependant essentiellement d'un effet prix : le cours du baril de pétrole a plus que doublé en seulement un an, à plus de 120 USD actuellement, en raison notamment des conséquences de la guerre en Ukraine sur la production mondiale. Le Nigéria ne parvient toujours pas à atteindre ses quotas de production fixés par l'OPEP, soit environ 1,7 million de barils par jour. En mars 2022, la production n'était que de 1,238 million de barils par jour, bien loin de l'objectif de 1,88 million fixé lors du vote du budget fédéral à la fin de l'année 2021. La faiblesse de la production engendre un fort manque à gagner pour les finances publiques du pays, d'autant que les importations de

carburant ont augmenté de 17% en valeur sur un an glissant.

### Ethiopie - Approbation du paiement direct en devises dans le cadre de PPP dans le secteur de l'électricité

Le gouvernement éthiopien paiera désormais en devises les entreprises étrangères impliquées dans la production d'électricité. En effet, auparavant, les investisseurs dans le secteur de l'énergie (comme les autres investisseurs) devaient accepter de recevoir initialement les paiements en monnaie locale avant d'avoir l'autorisation de les rapatrier plus tard. Cette décision fait suite aux nombreuses requêtes de développeurs d'énergie étrangers adressées au *PPP Board* (conseil chargé de superviser les PPP) et permettrait de renforcer l'attractivité du pays dans le cadre de nouveaux appels d'offre. Ainsi, après un premier échec, le gouvernement prévoit de relancer les projets de PPP solaire de Gad et Dicheto (pour la génération de 250 MW et un coût total de 300 MUSD) ainsi que Wolenchiti et Hurso (275 MW, pour 315 MUSD).

### Tchad - Perenco compte redémarrer la production des champs pétroliers abandonnés par Glencore

L'annonce fait suite à l'acquisition par Perenco des deux champs pétroliers de Mangara et Badila, deux périmètres situés dans le bassin de Doba, au sud du pays, auprès de la firme suisse Glencore qui les avait mis en vente en 2019, en raison des faibles résultats de leur exploitation sur plusieurs années. Pour mémoire, avant son arrêt, en 2019, la production de Glencore oscillait autour de 5 000 barils /jour, pour une production totale se situant autour de 140 000 barils/jour au Tchad.

## Industrie Transport et infrastructures

### Afrique du Sud - La nouvelle stratégie d'investissements d'Infrastructure SA

Le 31 mai, Infrastructure SA (entité établie en mai 2020 afin de coordonner des efforts du gouvernement dans la mise en place du plan de développement des infrastructures et la gestion du fonds d'investissement de 100 Mds ZAR) a présenté sa nouvelle stratégie d'investissement (Country Investment Strategy). Le document rappelle l'ambition de faire de l'Afrique du Sud un pays compétitif pour les investissements étrangers et domestique à travers plusieurs leviers, dont le développement d'accords internationaux bilatéraux et multilatéraux; le renforcement du climat des affaires – simplification du cadre réglementaire et processus; la mise en place d'incitations ciblées; une lutte efficace contre la corruption, etc. Infra SA cherche ainsi à délivrer un réseau d'infrastructures de haute priorité d'ici à 2050, aligné avec les priorités des politiques publiques (Plan National de Développement) et priorisant les investissements dit de « meilleur qualité » car maximisant l'impact socio-économique – sur la croissance, l'emploi, le transfert de technologie, etc. En ce sens elle cherche à prioriser les « investissements nouveaux » (greenfield investment) dans plusieurs secteurs ciblés comme prioritaires (énergie, eau, transport de marchandise, construction) de même que dans certaines industries innovantes à fort potentiel (big frontiers - l'hydrogène vert, infrastructures numériques, etc.). Par ailleurs, le document évoque la nécessité d'adopter une stratégie coordonnée avec les nombreuses agences de promotions des investissements nationales et régionales présentes dans le pays (plus de 30) pour développer une politique cohérente et une communication lisible.

Les objectifs présentés apparaissent comme particulièrement ambitieux, avec une cible de formation brute de capital fixe établie à 30% du

PIB - dont 20% pour le secteur privé et 10% pour le secteur public. Pour rappel, l'indicateur atteignait moins de 18% en 2020 et a continuellement reculé depuis 2012. Le défi reste donc colossal, alors que la confiance des investisseurs internationaux a été durablement dégradée depuis le phénomène de corruption généralisé sous la Présidence Zuma (2010-2018) et que les entreprises publiques font face à une crise opérationnelle et financière qui contraint fortement leurs capacités d'investissement.

### Afrique du Sud - Suez et ses partenaires rachètent EnviroServ, leader dans la gestion des déchets en Afrique du Sud

Suez et ses partenaires Royal Bafokeng Holdings et African Infrastructure Investment Managers ont signé un accord contraignant pour l'acquisition d'EnviroServ Holdings Proprietary Limited. Avec 2 200 employés et un chiffre d'affaires de près de 80M EUR, EnviroServ collecte, traite et élimine les déchets généraux et dangereux, avec des installations en Afrique du Sud, au Mozambique et en Ouganda. L'acquisition, sous réserve de l'accord de l'autorité de la concurrence sud-africaine, permettrait à Suez de se renforcer en tant qu'acteur international dans la gestion des déchets municipaux et des déchets industriels, mais aussi de consolider sa position sur le continent africain.

### Côte d'Ivoire - Le stade de Yamoussoukro prêt pour la CAN 2023

Le 30 mai, le Ministre ivoirien des Sports a réceptionné le stade de Yamoussoukro, premier des 5 stades construits et/ou réhabilités en vue d'accueillir les matchs de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) qui se déroulera en Côte d'Ivoire en 2023. Réalisé par un consortium d'entreprises françaises, dont Sogea Satom, Beaudin Chauteaneuf, Gregori International et Alcor Equipements, le coût du projet est estimé à 72 M EUR. Le stade accueillera son premier match le 3 juin 2022 en présence de nombreuses autorités.

## Côte d'Ivoire - Le trafic global net du Port Autonome d'Abidjan en hausse de 12%

Après une baisse de 1,5% en 2020, en lien avec la crise liée à la COVID-19, le trafic global net du Port Autonome d'Abidjan a enregistré un rebond en 2021, avec 28,3 Mt, soit une augmentation de 11,7% par rapport à 2020 ; un niveau également supérieur de 10% par rapport à 2019. La hausse est particulièrement portée par les importations qui ont cru de 17,5% par rapport à 2020 tandis que les exportations ont baissé de 3,1%. A noter que le trafic national domine, avec 88% du trafic net global, suivi du trafic de transit (10,4%) et du trafic de transbordement (1,6%). Le port devrait maintenir sa trajectoire de croissance, avec notamment la mise en exploitation du second terminal à conteneurs fin 2022.

## Sénégal - Lancement des travaux de la 1<sup>ère</sup> usine de dessalement d'eau de mer à Dakar réalisée par Eiffage

Le 31 mai 2022, le Président de la République du Sénégal a procédé au lancement des travaux de construction de l'usine de dessalement d'eau de mer des Mamelles (à Dakar). Financée par l'Agence de coopération internationale du Japon (JICA) à hauteur de 137 Mds FCFA (208,8 M EUR), cette infrastructure, dotée d'une capacité de transformation de 50 000 m<sup>3</sup>/jour extensible à 100 000 m<sup>3</sup>/jour, permettra à terme d'améliorer la disponibilité de l'eau à Dakar en assurant l'approvisionnement de 15% des besoins de la capitale. Toutefois, l'impact environnemental de cette usine, dont l'opérationnalisation est prévue pour 2025, fait l'objet d'inquiétudes des populations, notamment des pêcheurs, malgré l'assurance donnée par les autorités.

Le groupe français Eiffage et ses partenaires indien (VA Tech Wabag) et japonais (Toyota Tsusho) ont remporté le marché de la réalisation de l'usine de dessalement d'eau de mer des Mamelles, auprès de la SONES (Société nationale des Eaux du Sénégal), pour un montant de 146 M EUR. Le contrat, octroyé à Eiffage à travers ses filiales Génie Civil et Eiffage Sénégal, comprend la conception, la construction et l'exploitation pendant 30 mois de l'usine.

## Togo - Togo terminal conservera un fonctionnement indépendant de l'infrastructure gérée par MSC

Dans un entretien accordé à la presse le 30 mai 2022, le PDG du groupe MSC, qui a racheté Bolloré Africa Logistics, a déclaré que Togo Terminal (TT), le terminal portuaire de Bolloré au Togo, ne sera pas fusionné avec Lomé Container Terminal (LCT), l'autre terminal portuaire actuellement géré par MSC. Beaucoup d'acteurs du secteur maritime comme les clients du port de Lomé craignent que le contrôle des deux terminaux portuaires du pays par une seule entité entraîne la création d'un monopole, MSC étant par ailleurs le premier armateur mondial. D'après le PDG de MSC, les deux terminaux conserveront une spécialisation distincte qui rendra inutile une fusion prochaine des deux entités : si LCT continuera d'être dédié en priorité au transbordement, les clients basés au Togo et dans les pays de l'hinterland pourront toujours se tourner vers TT.

## Soudan - Annonces sur la création éventuelle d'un nouveau port au nord de Port-Soudan

Selon la presse, le gouvernement soudanais serait en négociation avec le groupe émirati *Abu Dhabi Ports*, propriété d'*Abu Dhabi Holding Company*, pour la construction d'un nouveau port au nord de Port-Soudan. Ce projet s'inscrit dans un programme plus ambitieux incluant un projet agricole dénommé ITHMAR s'étendant sur plus de 210 000 hectares dans l'Etat du Nord, consacré à la culture de blé et de luzerne et mené par la société émiratie *IHC Food Holdings*. Les investissements nécessaires pour mener à bien ces deux projets sont estimés à 6 Mds USD. Le partenaire soudanais de ces deux entités émiraties est le groupe DAL, principal conglomérat privé soudanais. Les relations économiques entre les Emirats arabes unis (EAU) et le Soudan sont très étroites puisque les EAU sont devenus l'an dernier le principal partenaire économique du Soudan, dépassant la Chine, avec des échanges commerciaux atteignant 3,9 Mds USD, soit une progression de 44 % par

rapport à 2020. Les EAU restent de loi, le premier acheteur du Soudan, avec 2,2 Md USD dont 2,1 Mds USD d'or, 99 % de l'or officiel soudanais étant exporté vers les EAU. Les EAU sont par ailleurs le deuxième fournisseur du Soudan avec 1,67 Md USD dont 1,24 Md USD en produits pétroliers. A noter que parmi ses 20 principaux partenaires commerciaux, les EAU sont le seul excédent commercial du Soudan (+ 533 MUSD).

## Agriculture et agroalimentaire

**Nigéria** - Le Nigéria signe un partenariat avec l'Office chérifien du phosphate (Maroc) pour la construction d'une usine d'engrais dans le Sud du pays

L'autorité souveraine pour l'investissement du Nigéria (NSIA) a signé fin mai un accord avec l'Office chérifien du phosphate (OCP) pour la construction d'une nouvelle usine d'engrais dans l'Etat d'Akwa Ibom (Sud Est). Une coentreprise détenue à parts égales par les deux entités devrait ainsi émerger, pour une inauguration de l'usine en 2025. Les deux co-contractants doivent à présent sélectionner les entreprises de construction, de maîtrise d'ouvrage et d'ingénierie intervenant tout au long du processus. Selon la NSIA, 60% des produits bruts nécessaires à la production d'engrais sont disponibles au Nigéria. Cette annonce intervient deux mois après l'inauguration de l'usine d'engrais du groupe Dangote, et s'inscrit dans la volonté générale du Nigéria de limiter sa dépendance aux importations d'engrais étrangers. Cette dynamique est notamment incarnée par l'Initiation présidentielle pour l'engrais (Presidential Fertilizer Initiative), elle-même fruit d'une collaboration entre la Banque centrale, le Ministère des Finances et la NSIA.

Il est à noter que la Russie est, avec le Canada, l'un des principaux partenaires commerciaux du pays dans ce domaine, avec notamment 35 000 tonnes d'importations d'engrais depuis la Russie

prévues pour ce début de mois de juin selon les annonces de la NSIA.

**Tchad** - Le Tchad décrète l'urgence alimentaire

Le Tchad a déclaré «l'urgence alimentaire» du fait de la «détérioration constante de la situation nutritionnelle» en raison des conséquences de la guerre en Ukraine, mais aussi des mauvaises récoltes de la saison passée, selon un décret rendu public le 2 juin. Selon l'ONU, 5,5 millions de Tchadiens, soit plus du tiers de la population, auront besoin d'une aide humanitaire d'urgence en 2022, tout particulièrement durant la période de soudure, entre juin et septembre.

## Services

**Afrique de l'Ouest** - La BOAD et la Société Générale s'engagent à coopérer en UEMOA

Le 15 juin 2022, la Banque ouest africaine de Développement (BOAD) et le Groupe Société Générale ont procédé à la signature d'un protocole d'accord visant à établir un cadre de coopération pour la poursuite de leurs mandats respectifs dans la Zone UEMOA. Ce cadre de partenariat permettra de développer des synergies et portera essentiellement sur : (i) le partage d'informations et la mise en place d'un dialogue commercial et (ii) le partage d'expériences. Pour mémoire, la BOAD et le Groupe Société Générale collaborent déjà depuis quelques années sur des dossiers d'intérêts communs, notamment en matière de syndication de financement et d'opérations de garanties.

**Angola** - La BODIVA enregistre sa première entrée en bourse (BODIVA)

Le 9 juin, la Banque Angolaise d'Investissement (BAI – première banque du pays par taille de bilan et volume d'affaire) a levé 94 MUSD suite à l'introduction de 10% de son capital sur la principale bourse angolaise (BODIVA). Il s'agit

ainsi de la première introduction en bourse (Initial Public Offering) sur la BODIVA depuis sa création, il y a 8 ans – seul des titres de dettes étant jusqu’alors échangés sur cette place financière. Ces actions étaient préalablement détenues par les entreprises publiques Sonangol (entreprise pétrolière) et Endiama (entreprise diamantifère). Cette opération marque donc la sortie définitive de l’Etat angolais de l’établissement bancaire et s’inscrit plus globalement dans l’ambitieuse stratégie de privatisation du gouvernement, avec douze opérations prévues cette année dont, celles de la banque Caixa et de l’assureur ENSA.

### Côte d’Ivoire - Auchan inaugure son premier supermarché en Côte d’Ivoire

Dans un communiqué publié le 14 juin 2022, le groupe Auchan a annoncé l’inauguration de son premier supermarché dans le quartier de la Riviera-Attoban à Abidjan. D’une superficie de 900 m<sup>2</sup>, il propose une offre variée, essentiellement alimentaire, composée de produits issus de l’agriculture locale et de produits de l’enseigne. Le groupe prévoit l’ouverture de 4 autres magasins de proximité d’ici la fin du mois dans 3 autres communes d’Abidjan (Cocody, Abobo et Yopougon). La Côte d’Ivoire devient ainsi le 13<sup>ème</sup> pays d’implantation d’Auchan dans le monde et le 2<sup>ème</sup> sur le continent africain, après le Sénégal.

### Nigéria – Starlink va fournir des services Internet au Nigéria

La Commission nationale des communications (Nigerian Communications Commission, NCC) a autorisé l’entrée de Starlink sur le marché de la connectivité par satellite. Le réseau de satellites de la société d’Elon Musk, SpaceX, fournira des services internet pendant 10 ans. L’arrivée de ce nouvel acteur renforce encore l’offre dans un

secteur qui compte déjà de nombreux acteurs en Afrique, dont le français Eutelsat, qui a récemment conclu un accord avec Globacom pour fournir des capacités de télécommunication au Nigéria via son satellite Konnect.

En janvier 2022, 25 millions de Nigériens ne disposaient pas de téléphone et plus de cent millions étaient sans accès internet, soit près de la moitié de la population. La majorité des Nigériens se connecte à internet grâce aux données mobiles, mais le pays souffre d’un fort déficit d’infrastructures, surtout en zone rurale. L’internet satellitaire est l’une des solutions permettant d’étendre la couverture Internet et améliorer le débit, jusqu’à 10 fois plus rapide que les données cellulaires. Le gouvernement fédéral a pour objectif d’atteindre 90% de pénétration internet d’ici 2025.

### Namibie - La reprise du secteur du tourisme s’accélère en 2022 (RMB, NamStats)

D’après les dernières données de la *Namibian Hospitality Association*, le taux d’occupation des hébergements dans le pays a atteint 36,5% au mois d’avril, un niveau nettement supérieur à ceux enregistrés l’année précédente à la même période (27%). Par ailleurs, selon l’organisme national de statistiques (*Namstat*), le nombre d’arrivées de voyageurs dans le pays a progressé de 130% au premier trimestre 2022 par rapport à la même période l’année précédente, pour atteindre 142 000 – un niveau toutefois inférieur de près de 60% à celui enregistré au premier trimestre 2020. La reprise du secteur du tourisme semble donc s’accélérer dans le pays et les analystes tablent désormais sur un retour de l’activité à des niveaux pré-crise dans le courant de l’année 2023.

# Agenda

6 au 8 juillet 2022	<u>Mission Economique et Commerciale de la Francophonie en Afrique Centrale (MEAC) à Libreville</u>
7 septembre 2022	<u>BlueInvest Africa 2022 aux Seychelles</u>
4 et 5 octobre 2022	<u>Ambition Africa à Paris</u>
27 et 28 octobre 2022	Rencontre des Entrepreneurs Francophones à Abidjan, à l'occasion de la 10 <sup>ème</sup> édition de la CGECI Academy

# Contacts

## Afrique australe

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ZA>

Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie, Malawi, Zambie, Zimbabwe

Contact : Bertrand FURNO

Angola

Contact : Stephan DUBOST

Mozambique, Eswatini

Contact : Pierre SEJOURNE

## Afrique centrale

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CM>

Cameroun, Centrafrique, Guinée Equatoriale, Tchad

Contact : Michel DROBNIAK

RDC, Congo

Contact : Thierry BLIN

Gabon, Sao-Tomé

Contact : Pascal FORNAGE

## Afrique de l'Est et Océan indien

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/KE>

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Contact : Jérôme BACONIN

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Contact : Frédéric CHOBLET

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Contact : Anne-Brigitte MASSON

Ouganda, Soudan du Sud

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

Tanzanie

Contact : Annie BIRO

Soudan

Contact : Rafael SANTOS

## Afrique de l'Ouest

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CI>

Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée, Libéria, Sierra Leone

Contact : Daniel GALLISSAIRES

Sénégal, Mauritanie, Cap Vert, Gambie

Contact : Christophe MORCHOÏNE

Togo, Bénin

Contact : Pascal FOURCAUT

Burkina Faso, Niger

Contact : Béatrice ALPERTE

Mali

Contact : Valéry ALVES

## Nigéria-Ghana

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/NG>

Nigéria

Contact : Pascal FURTH

Ghana

Contact : Olivier MARTIEL

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Bureau Multifin 2

Stéphane Tabarié ([stephane.tabarie@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephane.tabarie@dgtresor.gouv.fr))

Pauline Fournel ([pauline.fournel@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.fournel@dgtresor.gouv.fr))

Rédacteurs : Services économiques situés en Afrique subsaharienne

Pour s'abonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/subscribe/>

Pour se désabonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/unsubscribe/>